



Le bel avenir de la décroissance

jeudi 1er octobre 2009, par [Patrick Piro](#)

Crise aidant, les thèmes de la décroissance sont de plus en plus audibles dans la société. Un mouvement politique officiel vient de voir le jour, qui vise une participation aux régionales. Mais comment peser vraiment dans le débat en évitant les récupérations opportunistes ?

La décroissance a-t-elle gagné la bataille des idées ? Le Medef lui consacrait un grand atelier lors de son université d'été le 3 septembre dernier : « La décroissance prospère » ! La trouvaille est d'Hugues Rialan, directeur de gestion à la banque Robeco. En 2006, le Medef avait déjà invité le politologue Paul Ariès, l'un des principaux penseurs de la décroissance, à intervenir lors d'une session de formation de ses cadres. Provenant des milieux radicaux de l'écologie, la décroissance a progressivement bousculé les Verts et la gauche antiproduktiviste, aiguisé la curiosité des socialistes (qui en ont parlé lors de leur dernière université d'été) et des communistes, révolté la droite et inspiré Alain de Benoist, un des penseurs de la « Nouvelle Droite » [1]. Elle interpelle désormais le cœur du pouvoir économique.

Hugues Rialan explique sa récente conviction par une déformation professionnelle : comme pour la finance, le risque de raréfaction des ressources devrait être géré sur le long terme, et d'abord en limitant la population mondiale. [Partisan du démantèlement des politiques natalistes dans les pays riches](#), le député Vert Yves Cochet était invité à l'atelier estival du Medef. « *On n'a pas été hués, mais ne cherchons pas de convertis dans ce milieu, qui reste résolument productiviste et "croissantiste" ! Il est en perte de repères et cherche des idées, analyse-t-il. Et, surtout, il cherche à éviter la décroissance de ses chiffres d'affaires !* » Et Hugues Rialan de préciser [2] : « *Ma conception n'est pas radicale. Je ne crois pas que l'on soit capable de renoncer au dernier iPhone.* » Initialement, s'amuse Yves Cochet, l'atelier s'intitulait : « *La décroissance peut-elle être rentable ?* » La provocation n'est pas surprenante dans un milieu habile à récupérer toutes les idées nouvelles. Rejet du dogme de la croissance, de la domination outrancière de la société par l'économie et la concurrence ; invention d'une société solidaire et très économe en ressources naturelles ; relocalisation des activités et la démocratie, etc. : la décroissance, radicalement à contre-courant des recettes libérales, ne suscite guère l'indifférence. Le mouvement Attac, autrefois allergique, en fait un de ses grands axes de réflexion. Elle séduit à demi-mot l'animateur Nicolas Hulot, qui prône de plus en plus ouvertement la sobriété. □ Le biologiste Jacques Testart est aujourd'hui chroniqueur au mensuel *la Décroissance*.

Signe qu'elle frappe juste ? Chez les soldats de la croissance, ce sont souvent des réactions épidermiques, voire des [anathèmes](#), qu'elle inspire, à gauche comme à droite : « *parfaitement réactionnaire* » (Lutte ouvrière), « *rêve de nanti* » (Henri Guaino, conseiller de Nicolas Sarkozy), « *idéologie socialement néfaste* » (Claude Allègre), « *lubie de gosses de riches parfaitement égoïstes* » (Pierre-Antoine Delhommais, journaliste au Monde)... Le rejet en bloc est en général argumenté par des caricatures : les décroissants veulent le chômage, serrer la ceinture des pauvres déjà affamés, retourner à la carriole à cheval, etc. « *La décroissance, ça interpelle beaucoup plus fortement que l'antiproduktivisme* », remarque Vincent Cheynet, cofondateur et rédacteur en chef du mensuel *la Décroissance*. *Mais c'est de la malhonnêteté intellectuelle. Nous sommes pris dans des jeux rhétoriques visant à réduire la portée de notre pensée, qui remet profondément en cause les croyances contemporaines dans les vertus magiques de la croissance et de l'économie.* » Crise aidant, les plus acharnés des anti ont même tôt fait d'assimiler récession et décroissance, sur l'air de : « Ah, vous l'avez voulu, eh bien nous y sommes ! »

Après l'effondrement des premières banques états-uniennes en septembre 2008, Paul Ariès insiste : « *Leur récession n'est pas notre décroissance [...]. La crise économique qui nous pend au nez ne constitue pas le quart du commencement d'une décroissance équitable et solidaire. Au pays de la croissance, la récession n'augure rien de bon. Remettons les mots à leur juste place [3].* » C'est loin d'être gagné. Terme encore émergent il y a trois ans, la décroissance a déjà gagné sa place dans l'édition 2010 du Petit Larousse illustré, qui se targue d'être « tendance ». C'est « *une politique préconisant un ralentissement du taux de croissance dans une perspective de développement durable* » ! Lourd contresens, corrigent les défenseurs de l'idée – mais le dictionnaire circule déjà... Il s'agit d'abandonner tout repère lié à la croissance, et surtout pas du vain « développement durable », improbable conjugaison de la croissance économique et de la sauvegarde de la planète. Le travail de sape entamé par la décroissance est loin d'être arrivé à terme.

Notes

[1] « *Demain, la décroissance !* », Edite, 2007.

[2] Entretien dans Ouest-France, 4 septembre 2009.

[3] *La Décroissance*, octobre 2008.

Se précipiter dans le panier de crabes ?

jeudi 1er octobre 2009, par [Serge Latouche](#)

« Dire que la décroissance sera au centre du débat électoral de 2007 serait présomptueux, mais il est sûr qu'elle n'en sera pas absente », écrivions-nous en 2006 [1]. Désormais, à chaque élection, se pose la place de la décroissance dans les programmes des partis, mais aussi celle des objecteurs de croissance à travers un parti et des candidats spécifiques. Parce que je n'étais pas favorable à la fondation d'un parti de la décroissance, il m'a été reproché de ne pas avoir une vision politique de la décroissance. « Institutionnaliser prématurément un programme à travers l'existence d'un parti politique risquerait de nous faire tomber dans le piège de la politique politicienne, celle qui désigne l'abandon par les acteurs politiques des réalités sociales et l'enfermement dans le jeu politique, alors même que les conditions ne sont pas mûres pour espérer mettre en œuvre la construction d'une société de la décroissance et qu'il est douteux que celle-ci puisse s'inscrire efficacement dans le cadre dépassé de l'État-nation [2]. »

En effet, la décroissance est un projet politique, au sens fort du terme : celui de la construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales autonomes et économes. Fondé sur une analyse réaliste de la situation, il n'est cependant pas immédiatement transposable en objectifs concrets. Concevoir le modèle cohérent et désirable d'une société de décroissance nécessite non seulement une réflexion théorique d'ensemble, mais constitue aussi une étape importante dans la mise en pratique. Cela ne veut pas dire que nous préconisons l'abstention lors des échéances électorales, ni que nous nous refusions à l'élaboration de propositions concrètes. Toutefois, je persiste et signe : « Nous pensons plus important de peser dans le débat, infléchir les positions des uns et des autres, faire prendre en considération certains arguments, contribuer à faire évoluer ainsi les mentalités [3]. » S'il vise à rendre toute sa dignité au politique, notre projet s'inscrit mal sur l'échiquier politique actuel. Celui-ci, en effet, a peu de prises aujourd'hui sur les réalités qu'il faut changer, et il convient d'être prudent dans la façon d'en user. Dans le meilleur des cas, les gouvernements ne peuvent que freiner, ralentir, adoucir des processus à contre-courant qui leur échappent. Il existe une « cosmocratie » mondiale qui, sans décision explicite, vide le politique de sa substance et impose « ses » volontés. Tous les gouvernements sont, qu'ils le veuillent ou non, les « fonctionnaires » du capital. Et les politiciens, même dans l'opposition, ne peuvent échapper aux pièges de la politique spectacle, sinon aux séductions d'une professionnalisation généreusement rétribuée. Sans doute cela n'est-il pas étranger à la décomposition aussi navrante que délétère du parti socialiste, mais aussi des Verts et de l'extrême gauche. Les magouilles, les querelles d'ego, les exclusions à coup de fausse rigueur idéologique, les conflits d'ambition sordides entre partis (plus quelques électrons libres atteints du virus électoraliste) – sans que soit jamais clairement posée la question du rejet du productivisme – nous confirment dans la justesse de notre analyse. Après les listes Europe-Décroissance, le Mouvement des objecteurs de croissance et le Parti pour la décroissance, animés par des jeunes sympathiques et enthousiastes, ont décidé de poursuivre l'aventure pour les régionales de 2010. Malgré tout, sans les suivre, nous leur souhaitons bon vent...

(2) *ibid.* (3) *ibid.*

Notes

[1] « La décroissance : un enjeu électoral », Politis n° 905.

[2] *Ibid.* [3] *Ibid.*

[// Page d'accueil](#) > [L'hebdo](#) > [Dossier](#) > [1070](#) > **Quelle stratégie pour convaincre ?**

Quelle stratégie pour convaincre ?

jeudi 1er octobre 2009, par [Patrick Piro](#)

Alors qu'une frange de la décroissance vient de créer un mouvement politique officiel, d'autres militants estiment que c'est à l'intérieur des partis existants qu'il faut mener bataille.

Les « Objecteurs de croissance » : c'est l'intitulé que vient de se donner le mouvement politique né mi-septembre à Beaugency (Loiret). Ce n'est pas la première tentative de la mouvance de la décroissance. En 2002, la candidature présidentielle du paysan philosophe Pierre Rabhi avait fait émerger un mouvement de soutien. Mais il avorterait en tant qu'outil politique. Puis, en 2006, se fonde le Parti pour la décroissance (PPLD) autour de militants de la région de Lyon. Il se définit comme un contre-pouvoir, sanctionnant d'exclusion tout membre qui participerait à un exécutif. Échec encore : le PPLD éclate, en proie à des conflits de personnes et de stratégie. Deux ans plus tard, il ne lui reste qu'une vingtaine d'adhérents sur les trois cents de départ, alors que ses principaux fondateurs « lyonnais » – Vincent Cheynet, Paul Ariès, Bruno Clémentin... – ont pris le large.

La présidentielle de 2007 verra deux occasions manquées pour la décroissance : alors que Pierre Rabhi a définitivement tourné le dos à la politique, Yves Cochet rate pour une poignée de voix l'investiture chez les Verts ; et José Bové ne porte pas clairement le flambeau, ce que Paul Ariès lui reprochera sans ménagement. Entre-temps est apparu le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC), d'inspiration libertaire, recrutant des militants plus jeunes et plutôt en région parisienne. C'est du rapprochement entre le PPLD moribond, le MOC et les altermondialistes du mouvement Reseda qu'est née à Beaugency l'Association des objecteurs de croissance ([Adoc](#)) . « La fusion est effective... je pense ! », déclare prudemment Christian Suint (MOC), secrétaire aux relations extérieures de l'Adoc. De fait, celle-ci s'est déjà testée lors des européennes de juin dernier, support d'Europe-Décroissance, qui a présenté des listes de témoignage dans six des huit « superrégions ». Sans moyens (il fallait imprimer son bulletin sur Internet), elles n'ont recueilli qu'entre 0,02 et 0,04 % des voix... Un pas est franchi à Beaugency : l'Adoc, dont le porte-parole est Vincent Liegey (PPLD), devient un mouvement politique officiel, qui vise une participation aux élections régionales. « Pour autant, il ne s'agit pas d'une stratégie électorale, nous ne souhaitons pas intégrer des exécutifs, mais utiliser les scrutins comme des tribunes, précise Christian Suint. Notre objectif est de développer un contre-pouvoir et des expériences alternatives sur le terrain pour remettre en question le système en crise. » L'Adoc est partie à la rencontre de « toutes les formations antiproductivistes à gauche », mais n'entend pas nouer d'alliances. Cette émergence laisse dubitatifs les autres pôles de la décroissance (voir encadré). Y compris les groupes autonomes qui gravitent autour de plusieurs personnalités engagées en politique, mais adeptes d'une stratégie opposée. « Je ne crois guère à l'avenir de l'Adoc ; le temps qu'elle accède à la reconnaissance et à la maturité – au moins une décennie –, la crise aura précipité les choses, estime Yves Cochet, seule figure politique nationale à promouvoir ouvertement la décroissance. Je crois plus efficace de s'investir dans les autres partis et les institutions. » Il y a largement contribué chez les Verts, unique parti d'importance à avoir affiché une forme de reconnaissance de la décroissance. D'une formule très alambiquée, au congrès de Lille de décembre 2008, affirmant la nécessité d'une « décroissance sélective, démocratique et solidaire de l'empreinte écologique ». Yves Cochet représente aussi la tendance décroissantiste au sein d'Europe Écologie, avec le député européen Jean-Paul Besset, qui a proposé à l'Adoc de les rejoindre – en vain.

Même son de cloche au sein du « pôle lyonnais » – que Paul Ariès définit comme la « capitale de la décroissance politique » –, où Vincent Cheynet ne croit pas au choix de l'Adoc de se passer d'élus. « C'est une impasse que d'éviter la confrontation au pouvoir. Je ne vois pas comment on peut changer la société en méprisant les institutions. » Comme [Paul Ariès ou la députée Martine Billard](#) (ex-Verte), il s'est rapproché du Parti de gauche, qui a montré des signes d'intérêt notables pour la décroissance, notamment par l'entremise de sa secrétaire nationale chargée du combat écologique, Corinne Morel-

Darleux. « Ces idées bousculent la gauche, notamment celle qui s'affiche antiproductiviste, analyse-t-elle. La bataille ne se mènera pas seulement contre le capitalisme, il faut revenir à la critique de nos besoins avant de définir comment produire. La décroissance questionne notre rapport à la consommation, au mythe de l'accumulation matérielle comme source d'épanouissement, à la croissance économique à tout prix. » Son parti défend ainsi le principe d'une « planification écologique » démocratique – « qui associerait par exemple les salariés de l'automobile à l'invention d'une reconversion de leur secteur ».

Pour Paul Ariès, le PG semble offrir un terrain propice au rapprochement – qu'il juge indispensable – entre antiproductivistes de gauche et écologistes antilibéraux. « Mais des questions importantes ne sont pas réglées, à mes yeux, expose-t-il. Oui à une planification, mais bien pour réguler, pas pour en revenir à une "croissance rouge". De même, face à l'insécurisation de la société capitaliste, je ne me bats pas pour la défense du pouvoir d'achat, générateur de croissance, mais pour une extension de la sphère de la gratuité et l'instauration d'un revenu garanti pour tous. » L'attachement républicain du PG pose aussi un problème à la frange libertaire de la décroissance. Et il existe un désaccord patent entre le régionalisme des objecteurs de croissance, adeptes d'une relocalisation des activités économiques comme de la démocratie, et la préférence pour l'État-nation affichée par le PG. Sans parler du rapprochement de ce dernier avec un PC productiviste et pronucléaire.

Le NPA est également attentif au phénomène de la décroissance, « plus qu'on ne l'imagine, estime le sociologue Philippe Corcuff, l'une des personnalités passerelles entre les deux pôles [[Voir son analyse sur le site de la revue Contretemps (<http://www.contretemps.eu>].], avec Raoul Marc Jennar ou Vincent Gay. Des objecteurs de croissance ont adhéré au NPA, ce n'était pas le cas avec la LCR, à ma connaissance ». Les Lyonnais ont cependant échoué à obtenir une tête de liste « décroissance » aux européennes dans le Sud-Est. « Ni le Front de gauche ni le NPA n'ont voulu jouer le jeu, explique Paul Ariès. Nous poserons de nouveau la question pour les régionales et, si besoin, nous irons seuls à la bataille cette fois-ci. » Toujours à bonne distance de l'Adoc. En mars prochain, la décroissance pourrait bien faire plus de bruit qu'aux européennes.

Ceux qui n'y croient plus

De manière plus marquée que dans d'autres pays, la décroissance « à la française » s'est rapidement confrontée à l'action politique. Avec des divergences qui forment désormais l'un des principaux clivages au sein d'une mouvance très hétérogène par l'origine et la culture de ses composantes. À distance des pôles engagés en politique mais en désaccord sur la stratégie – de l'Adoc aux diverses personnalités ayant choisi d'influencer des partis de gauche –, on trouve les groupes privilégiant l'adhésion des individus à une démarche de sobriété, inspirée des mouvements de « simplicité volontaire » très implantés en Amérique du Nord. C'est le cas des réseaux constitués autour des périodiques *Silence* et *l'Âge de faire*, de mouvements spirituels comme Terre et humanisme de Pierre Rabhi, ou de groupes chrétiens (comme la Ligne d'horizon), mais aussi musulmans. Considérant que le jeu politique classique est discrédité, ils s'investissent prioritairement dans le développement d'alternatives concrètes – Amap, SEL, etc. –, souvent revendiqué comme une autre manière de faire de la politique. « *Je crois plus au travail de terrain, où la démocratie locale retrouve tout son intérêt, défend l'artiste Jean-Claude Besson-Girard, animateur de la revue Entropia. À une plus grande échelle, c'est fréquemment le point de vue anarchiste qui s'impose, comme je le constate lors de mes interventions.* » L'économiste Serge Latouche, l'une des principales plumes de la décroissance, s'y retrouve. Il avait très sévèrement jugé le lancement du PPLD, « *parti ridicule [...], témoignage de manque de maturité politique [...]. On ne pouvait pas mieux pour casser le mouvement à la naissance* ».

P. P.

<http://www.revuesilence.net> ; <http://www.lagedefaire.org>

Leur définition de la décroissance

jeudi 1er octobre 2009, par [Patrick Piro](#)

La décroissance n'est pas un programme ni un concept scientifique, répètent ses défenseurs. Voici la définition proposée par quelques-uns d'entre eux.

- Paul Ariès ([le Sarkophage](#), n° 14 en kiosque) : « *C'est un mot-obus pour fissurer la forteresse économiciste, un poil à gratter idéologique auquel s'accolent des mots-chantiers : la coopération contre la concurrence ; la gratuité contre la marchandisation ; la planification contre le libéralisme ; la relocalisation contre la mondialisation ; le ralentissement contre le culte de la vitesse, la sécurisation économique contre l'insécurisation du capitalisme.* »
- Jean-Claude Besson-Girard ([Entropia](#), n° 7 en librairie, « L'effondrement, et après ? ») : « *C'est un questionnement anthropologique profond sur les rapports que notre psyché individuelle et collective entretient avec la planète.* »
- Vincent Cheynet ([la Décroissance](#), n° 62 en kiosque, « Laissez les enfants tranquilles ») : « *C'est une bombe intellectuelle qui annonce un projet de société antiproduktiviste.* »

Cherchez l'adjectif !

Depuis des années, ils se battent pour qu'on ne les appelle pas les « décroissants ». « *Ça fait secte, voire péjoratif* », arguent-ils. Les tenants de la décroissance préfèrent « objecteurs de croissance ». Même délicatesse avec le terme « décroissance » : comme le délester de sa connotation négative, pour mettre en valeur la vision qu'il veut promouvoir ? Grâce à l'adjectif ! Décroissance soutenable, heureuse, choisie, désirable, conviviale, équitable ? Mais aucune tentative ne s'est réellement imposée. Probablement parce que ces attelages ne convainquent pas au-delà des cercles militants, évoquant pour le public soumis à la crise ces oxymores que la décroissance débusque volontiers chez l'adversaire : le développement durable, la croissance verte, etc. Le plus beau d'entre eux appartient d'ailleurs au Medef, qui ose la « *décroissance prospère* »...

À lire : la Politique de l'oxymore, le très intéressant ouvrage du philosophe Bertrand Méheust (La Découverte, 2009).